

		
<p>Comité National de la Dette Publique</p>		<p>Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun</p>

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°06/23 - Juin 2023

25 juillet 2023

<p align="center"> Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29 Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm </p>

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, *assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP)*,

et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présentent la **conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°06/23-Juin 2023**, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL	3
I.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	3
I.2.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	4
II.	ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	5
II.1	DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	7
II.1.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	7
II.1.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	8
II.1.2.1.	DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	8
II.2.	DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS ..	9
II.2.1.	DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	9
II.2.2.	DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	10
II.3.	PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT	10
II.3.1.	DETTE AVALISEE PAR L'ETAT	10
II.3.2.	PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	11
III.	SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .	12
III.1.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	13
III.2.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	14
III.2.1.	SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	14
III.2.2.	VARIATION DES RESTES A PAYER.....	16
IV.	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	16
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES	16
IV.2.	DECRETS D'HABILITATION	17
IV.3.	DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ..	17
IV.3.1.	Décaissements sur financements extérieurs	18
IV.3.2.	Décaissements sur financements intérieurs	21
IV.4.	SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	21
IV.4.1.	SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires).....	21
IV.4.2.	SEND's Intérieurs	22
V.	INDICATEURS D'ENDETTEMENT	23
V.1.	PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois).....	23
V.2.	REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE.....	23

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;
ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP ;

Superviseurs

NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;
MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;
KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA;

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA, Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP ;

Rédacteurs :

- **SIEWE Guillaume Thierry**, DEADP, CSP-CNDP ;
- **GONTA William**, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données-CAA ;
- **ALEME MELOM Melissa Epse MANON**, Chargée d'Etudes Assistant Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **SIMO Cédric**, Chargé d'Etudes Assistant à la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement-CAA ;
- **NDONGO MBA Laurent**, Chargé d'Etudes Assistant à Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données-CAA ;
- **FEUDJI Génie Lupin**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA ;
- **ZANG Laury**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA
- **NLAME Rose Laetitia**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA
- **MBIANDJEU Michel Francine**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la dette-CAA ;

Contributions :

- **Membres CNDP ;**
- **Membres de la Commission technique CNDP ;**
- **Membres du Secrétariat Permanent du CNDP.**

Dans cette conjoncture, la dette publique se définit comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé un suivi des passifs conditionnels notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public, l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

Suivant la définition retenue dans le cadre du programme avec le FMI, la Banque mondiale et diverses autres institutions, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) publiées le 6 juin 2023 par la Banque mondiale, la croissance mondiale devrait marquer le pas en 2023, pour tomber à 2,1%, contre 3,1% en 2022. En effet, dans un contexte de taux d'intérêts élevés et de resserrement des conditions financières, la croissance a nettement ralenti et le risque de tensions financières dans les économies des pays émergents et en développement s'intensifie. Les anticipations font état d'une révision à la baisse généralisée des économies émergentes et en développement (hormis la Chine) qui devraient voir leur croissance ralentir à 2,9% cette année, contre 4,1% l'année dernière.

Les pays avancés devraient aussi connaître un ralentissement particulièrement marqué de leurs activités économiques, avec un taux de croissance chutant de 2,7% en 2022 à 1,3% en 2023. Pour 2024 cette croissance devrait atteindre 1,4% du PIB.

Aux Etats-Unis d'Amérique, l'inflation s'est élevée à 3% sur un an en juin, contre 4% le mois précédent. Elle a ainsi atteint, son niveau le plus bas depuis mars 2021. Ce niveau reste néanmoins au-dessus de la cible de 2% de la Banque Centrale Américaine qui devrait encore poursuivre sa politique de resserrement monétaire entamée depuis plus d'un an.

En zone euro, selon les projections macroéconomiques publiées par la Banque Centrale Européenne (BCE), l'économie devrait croître de 0,9% en 2023, 1,5% en 2024 et 1,6% en 2025, en dépit du resserrement des conditions de financement. L'inflation devrait continuer de décélérer en 2023 à 5,4 % sous l'effet du ralentissement de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que des mesures de politique monétaire de la BCE, dont les effets se font sentir progressivement. Cette inflation devrait revenir à 3% en 2024 et à 2,2% en 2025.

En France, dans un contexte où les prix de l'énergie se normalisent, le risque d'une rupture d'approvisionnement s'étant éloigné, la croissance économique apparaît modérée mais résiliente. Selon les projections macroéconomiques publiées par la Banque de France, la prévision de croissance pour 2023 est légèrement rehaussée à 0,7 %. L'absorption des chocs majeurs passés implique cependant que la reprise de la croissance serait un peu plus graduelle qu'auparavant, avec 1,0 % en 2024 et 1,5 % en 2025. Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), l'inflation a ralenti en juin 2023 pour atteindre 4,5% sur un an en net repli après 5,1% en mai 2023, un niveau qu'elle n'avait pas connu depuis 2022 grâce à un ralentissement de la hausse des prix de l'alimentation et à un recul de 3 % sur un an des prix de l'énergie.

Dans les pays émergents, le FMI prévoit une croissance de 5,3% en 2023 et 5,1% en 2024, soit une révision à la baisse de 0,1% pour 2024.

En Chine, la Banque du peuple a baissé ses taux d'intérêts (taux de référence de prêts à moyen terme de 2,75% à 2,65%), et a injecté dans l'économie 237 milliards de yuans (30,6 milliards d'euros) face au ralentissement de l'économie. S'agissant de la notation financière du pays, l'agence Standard and Poor's a abaissé le 26 juin 2023, la prévision de croissance pour l'année en cours à 5,2% contre 5,5% après que les indicateurs de mai 2023 aient montré un essoufflement du rebond post-COVID. L'indice des prix à la consommation dans le pays, principale jauge de l'inflation, a enregistré une hausse de 0,7% seulement sur un an, contre 1% un mois plus tôt selon le Bureau National des Statistiques (BNS). La dette publique chinoise quant à elle est projetée à 82,4% et 87,2% du PIB respectivement en 2023 et 2024 par le FMI.

En Afrique subsaharienne, la Banque mondiale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance à 3,2% contre une précédente prévision de 3,6% en janvier 2023. Dans son rapport, l'institution précise que plus de la moitié de la baisse de ses prévisions est imputable à un ralentissement brutal de la croissance en Afrique du Sud. La croissance du pays le plus industrialisé devrait se limiter à 0,3% contre une précédente prévision de 1,1% en janvier 2023, en raison des coupures programmées d'électricité qui pèseront lourdement sur l'activité économique et contribueront à la persistance d'une inflation élevée.

Au Nigéria, la croissance devrait s'établir à 2,8% en 2023 contre une précédente prévision de 2,9%. Concernant la dette publique, elle est projetée à 38,8% du PIB à fin 2023 et à 39,0% à fin 2024.

Dans la zone CEMAC, selon les perspectives macroéconomiques, le taux de croissance du PIB réel devrait connaître une progression de 0,4% et s'établir à 3,3% en 2023. Le taux d'inflation quant à lui reste constant entre 2022 et 2023 à 4,9%, puis enregistrerait une baisse de 0,9 point de pourcentage pour se situer à 4% en 2024.

Graphique 1 : SOFR (Secured Overnight Financing Rate)



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor USD 6 mois



Source : Global rates

Taux de change de fin de période	2022		2023					
	Juin	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Dollar US	625,28	614,35	603,33	616,85	602,69	595,69	611,91	599,31
DTS	833,78	816,68	819,08	823,22	810,51	803,64	817,54	800,97
Yuan	93,30	88,70	89,82	88,91	87,50	86,19	86,38	82,85
Yen	4,58	4,66	4,66	4,51	4,50	4,37	4,37	4,16

Source : CS-DRMS

Période	15-mai-22	15-nov-22	15-déc-22	15-janv-23	15-févr-23	15-mars-23	15-avr-23	15-mai-23
	14-juin-22	14-déc-22	14-janv-23	14-févr-23	14-mars-23	14-avr-23	14-mai-23	14-juin-23
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	3,72	5,38	5,34	5,05	4,91	5,23	5,09	4,76
> 5-8,5 years	3,78	5,18	5,06	4,76	4,64	4,94	4,82	4,54
> 8,5 years	3,80	5,09	4,99	4,72	4,59	4,86	4,77	4,50
Euro < 5 years	1,35	2,87	2,98	3,20	3,33	3,56	3,55	3,54
> 5-8,5 years	1,62	3,00	3,01	3,17	3,25	3,46	3,43	3,41
> 8,5 years	1,75	3,14	3,07	3,19	3,25	3,45	3,42	3,42

Source : OECDE

1.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

L'actualité économique nationale est marquée principalement par : (i) la révision du budget de l'Etat par ordonnance Présidentielle ; (ii) la tenue de la session parlementaire du mois de juin 2023 qui a connu entre autres le Débat d'Orientation Budgétaire ; (iii) la participation du Chef de l'Etat S.E Paul BIYA au sommet pour un nouveau pacte financier mondial à Paris et, (iv), les travaux relatifs à l'émission sur le marché financier de la CEMAC d'un emprunt obligataire dénommé ECMR 2023 à tranches multiples d'un montant de 150 milliards de FCFA.

Le 2 juin 2023, le Président de la République a signé l'Ordonnance modifiant et complétant certaines dispositions de la loi du 27 décembre 2022 portant loi de finances du Cameroun. Initialement adopté à 6 345,1 milliards de FCFA en novembre 2022, le nouveau budget devrait finalement se fixer à 6 726,9 milliards de FCFA (+381,8 milliards de FCFA). Suivant ce rectificatif, il est prévu un recours aux emprunts sur les marchés internationaux d'un montant de 200 milliards de FCFA pour le remboursement des Restes à Payer en maintenant le même niveau d'endettement public.

Au cours de sa session de juin 2023, le Parlement a examiné et approuvé plusieurs projets de lois parmi lesquels le projet de loi régissant le secteur ferroviaire au Cameroun, et celui fixant le régime général des contrats de partenariat public-privé (PPP). Ce dernier consacre désormais trois types de PPP à savoir : les contrats de partenariat public privé à paiement public ; les contrats de partenariat public privé de type concessif à paiement par les usagers ; et les contrats de partenariat public privé à paiement mixte. Il ouvre

également la possibilité d'une procédure de passation des marchés dérogatoire, à savoir la négociation directe, ainsi que la possibilité de conclure des contrats de partenariat dits complémentaires.

Ce projet de loi clarifie par ailleurs le rôle de l'organisme expert qu'est le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) dans la structuration, la passation, et le suivi des PPP ; conforte le rôle du Premier Ministre comme haute autorité chargée des PPP ; élargit le champ d'application des PPP en l'étendant aux Collectivités Territoriales Décentralisées et aux entreprises et établissements publics ; impose l'avis de soutenabilité budgétaire des projets délivrés par le Ministre en charge du budget, en liaison avec le Comité National de la Dette Publique (CNDP), après évaluation de l'organisme expert pour tous les projets, indépendamment du mode et avant la conclusion de tout type de contrat de PPP.

Relativement à l'activité économique du pays, suivant le dernier cadrage macroéconomique, la croissance projetée pour 2023 est revue à la baisse pour se situer à 3,8% du PIB contre 4,2% du PIB prévu par la loi de finances initiale. Cette mise à jour qui prend en compte la dégradation des perspectives de l'économie mondiale et les dernières évolutions de la conjoncture nationale, concerne aussi bien le secteur pétrolier (-1,8% dans le cadrage révisé contre -1,3% dans la loi de finances initiale), que le secteur non pétrolier (4,2% contre 4,5%). La révision dans le secteur pétrolier porte essentiellement sur l'ajustement à la baisse de la production pétrolière, alors que celle opérée dans le secteur non pétrolier concerne pour l'essentiel les industries manufacturières qui continuent de faire face aux difficultés d'approvisionnement en matières premières et au renchérissement des coûts de production. Ainsi, le secteur secondaire devrait connaître un recul de 1,2 point par rapport aux prévisions initiales pour s'établir à 1,9%, tandis que les secteurs primaire et tertiaire devraient enregistrer des progressions de 4,2% et 4,7% respectivement.

L'inflation est estimée à 5,9% en 2023 contre 3% initialement prévu, en raison de la prise en compte des effets du réajustement des prix du carburant à la pompe et ses effets induits sur les autres produits. Ainsi, le déflateur du PIB non pétrolier est porté à 2,9% contre 2,3% initialement.

Le Président de la République S.E Paul BIYA a participé les 22 et 23 juin dernier au sommet pour un nouveau pacte financier mondial tenu à Paris. Au cœur des débats, une problématique importante pour le Cameroun et les pays africains, à savoir le « renforcement des financements à destination des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables au changement climatique ». Le Sommet a d'abord été l'occasion de montrer que plusieurs des engagements passés ont été tenus, avec notamment l'atteinte de l'objectif de mobilisation de 100 milliards de dollars via la réallocation de droits de tirage spéciaux, au profit des pays les plus vulnérables ou encore un accord sur le traitement de la dette de la Zambie dans le cadre commun du G20 et des pays membres du Club de Paris, après celui du Tchad.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Encadré 1 :

L'emprunt obligataire d'un montant de 150 milliards de FCFA dénommé ECMR 2023 à tranches multiples et émis sur le marché financier de la CEAMAC par l'Etat du Cameroun au mois de juin 2023 a enregistré un taux de souscription de 117,8%, soit un montant global souscrit d'environ 176,7 milliards de FCFA suivant le communiqué final du Ministre des Finances.

Considérant ce taux de souscription, le Cameroun a sollicité et obtenu de la COSUMAF l'autorisation pour l'allocation intégrale des souscriptions, soit 176,7 milliards de FCFA suivant le communiqué du Ministre des Finances du 4 juillet 2023.

Conformément aux cibles fixées dans la SEMT 2023-2025, et sans prise en compte de l'emprunt obligataire de 176 milliards de FCFA de juin-juillet 2023, l'encours de la dette du secteur public à fin juin 2023 demeure en dessous du seuil de 50% du PIB et représente environ 43,8% du PIB, soit 12 137 milliards de FCFA en valeur nominale. Cet encours enregistre une baisse en glissement annuel de 0,4%, en glissement mensuel et de 0,6% par rapport au trimestre précédent. En termes de composition, environ 92,6% de cette dette représente la dette de l'Administration Centrale ; 7,3% la dette des Entreprises et Etablissements Publics et 0,1% la dette des CTD's.

Il importe de relever que cet encours ne prend pas en compte l'emprunt obligataire dénommé

ECMR 2023 à tranches multiples émis sur le marché financier et souscrit à environ 176,7 milliards de FCFA. Sous réserve de la confirmation des dates de valeurs de ces opérations, ce montant sera pris en compte dans les statistiques de la dette publique du mois de juillet.

A fin juin 2023, l'encours de la dette directe de l'Administration Centrale est évalué à 11 240 milliards de FCFA, soit 40,6% du PIB. Cet encours enregistre des baisses successives de 1,0% par rapport au mois précédent, de 1,5% en glissement trimestriel et de 0,8% en glissement annuel. Il se compose à : (i) 71,2% de dette extérieure et (ii) 28,8% de dette intérieure, y compris les Restes à Payer de plus de 3 mois.

L'encours de la dette directe des Etablissements et Entreprises Publics à fin juin 2023 est estimé à 887 milliards de FCFA, soit 3,2% du PIB. Il enregistre des baisses respectives de, 0,8% par rapport à mai 2023, 1,2% par rapport à mars 2023, et 1,5% par rapport à juin 2022. Quant à sa composition, 57,6% de cet encours est issu des partenaires extérieurs et 42,4% des partenaires intérieurs.

S'agissant de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), son encours est évalué à environ 10,2 milliards de FCFA à fin juin 2023 et les travaux pour la retracer se poursuivent en collaboration avec le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

Les passifs conditionnels de l'Etat sont évalués à 4 941 milliards de FCFA et représentent 17,9% du PIB à fin juin 2023. Ces passifs, se composent de 0,2% de la dette garantie par l'Etat du Cameroun et de 99,8% des investissements sous forme de Partenariats Publics Privés (PPP).

Tableau 1 : Encours de la dette publique et passifs conditionnels explicites de l'Etat

Rubriques	30 Juin 2022 ***	31 Décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
Montant en Milliards de FCFA								
1. Dette extérieure	8 098	8 153	8 068	8 129	8 083	8 016	8 118	7 999
Multilatérale	3 541	3 742	3 788	3 810	3 824	3 813	3 858	3 830
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>1 379</i>	<i>1 527</i>	<i>1 541</i>	<i>1 547</i>	<i>1 578</i>	<i>1 570</i>	<i>1 583</i>	<i>1 565</i>
Bilatérale	3 496	3 405	3 278	3 320	3 274	3 222	3 282	3 200
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>	<i>243</i>
Commerciale	1 060	1 006	1 001	999	985	981	978	970
2. Dette intérieure	3 230	3 301	3 311	3 385	3 325	3 297	3 237	3 241
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)	2 978	3 084	3 094	3 168	3 108	3 080	3 020	3 024
Titres publics	1 465	1 552	1 569	1 601	1 561	1 554	1 505	1 526
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	50	120	120	180	180	180	180	180
Dette structurée	827	780	773,28	755,42	736	716	704	687
Dette non structurée	59	56	54	54	54	54	54	54
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	252	217	217	217	217	217	217	217
3. Dette Directe de l'administration centrale	11 328	11 455	11 378	11 514	11 408	11 313	11 355	11 240
<i>dont appui budgétaire total</i>	<i>1 622</i>	<i>1 770</i>	<i>1 784</i>	<i>1 790</i>	<i>1 821</i>	<i>1 813</i>	<i>1 826</i>	<i>1 808</i>
4. Dette des Entreprises publiques	900	914	906	907	898	891	894	887
Dette extérieure directe des entreprises publiques	497	522	516	522	515	511	518	511
Dette intérieure auprès du système bancaire	404	392	390	385	383	380	376	376
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	10	10	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10	10	10	10
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 948	4 944	4 944	4 944	4 944	4 944	4 942	4 941
Dette avalisée	17	13	13	13	13	13	11	10
Partenariats Publics Privés	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931	4 931
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	12 238	12 379	12 294	12 431	12 316	12 214	12 260	12 137

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 juin 2023, la dette directe extérieure de l'Administration Centrale est évaluée à 7 999 milliards de FCFA, représentant 28,9% du PIB. Cet encours est en diminution de, 1,5% en glissement mensuel, 1,1% en glissement trimestriel et 1,2% par rapport à la même période l'année dernière. En termes de composition, il est constitué de : (i) 47,9% de dette multilatérale, (ii) 40,0% de dette bilatérale et (iii) 12,1% de dette commerciale.

La dette de l'Administration Centrale issue de la coopération multilatérale est évaluée au 30 juin 2023 à 3 830 milliards de FCFA avec pour principaux créanciers: (i) la Banque Mondiale à travers ses guichets IDA et BIRD, qui détient environ 1 451,9 milliards de FCFA, représentant 18,2% de la dette extérieure totale et 37,9% de la dette multilatérale ; (ii) le groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD, BAD), avec un encours de dette évalué à 1 020,6 milliards de FCFA, représentant 12,8% de la dette extérieure totale et 26,6% de la dette multilatérale ; et (iii) le FMI, à qui le Cameroun doit environ 808,0 milliards de FCFA, contractés sous forme d'appuis budgétaires décaissés dans le cadre du PEF, de la lutte contre la COVID-19 et du Mécanisme Elargi de Crédit, et représentant 10,1% de la dette extérieure et 21,1% de la dette multilatérale.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 Juin 2022***	31 Décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
Montant en Milliards de FCFA								
Multilatéral	3 541	3 742	3 788	3 810	3 824	3 813	3 858	3 830
BAD	526,4	593,3	617,5	615,5	612,9	613,4	612,7	615,0
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>269,2</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>	<i>322,3</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
BADEA	28,5	27,1	26,5	27,3	25,9	25,6	26,3	25,5
BDEAC	23,4	24,0	24,0	26,9	27,2	27,3	27,0	25,1
BID	352,2	394,0	393,1	401,0	399,8	398,7	403,4	397,1
BIRD	220,8	232,8	248,7	249,0	251,8	254,4	255,0	260,8
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>114,8</i>
FAD	412,5	412,6	413,8	415,4	407,7	404,9	414,1	405,5
FIDA	58,5	59,9	60,3	60,3	61,2	60,6	61,6	60,4
FMI	759,4	788,9	781,1	785,0	817,6	810,7	824,7	808,0
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>356,7</i>	<i>349,4</i>	<i>340,2</i>	<i>341,9</i>	<i>336,7</i>	<i>333,8</i>	<i>339,6</i>	<i>332,7</i>
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i></i>	<i>788,9</i>	<i>781,1</i>	<i>785,0</i>	<i>817,7</i>	<i>810,7</i>	<i>811,7</i>	<i>812,7</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>230,1</i>	<i>225,4</i>	<i>226,1</i>	<i>227,2</i>	<i>223,7</i>	<i>221,8</i>	<i>225,6</i>	<i>221,1</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>57,5</i>	<i>71,4</i>	<i>71,6</i>	<i>71,9</i>	<i>85,8</i>	<i>85,0</i>	<i>86,5</i>	<i>84,7</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	<i>115,1</i>	<i>142,8</i>	<i>143,2</i>	<i>143,9</i>	<i>171,5</i>	<i>170,0</i>	<i>173,0</i>	<i>169,5</i>
FS OPEP	12,8	11,2	10,9	11,1	9,7	9,9	9,9	9,6
IDA	1 110,9	1 164,5	1 178,4	1 184,9	1 176,3	1 174,6	1 190,4	1 191,1
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>180,3</i>	<i>245,2</i>	<i>244,1</i>	<i>245,8</i>	<i>244,1</i>	<i>243,4</i>	<i>244,4</i>	<i>245,4</i>
UE	35,9	33,8	33,8	33,5	32,9	32,6	32,6	31,6
Bilatéral	3 496	3 405	3 278	3 320	3 274	3 222	3 282	3 200
ALLEMAGNE	17,2	16,5	16,5	16,5	16,5	16,5	16,5	15,6
Belgique	9,0	8,1	8,1	8,1	8,1	8,1	8,1	8,0
Espagne	3,0	2,3	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8
FRANCE	926,5	861,5	861,2	861,2	855,3	836,0	836,0	808,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>	<i>242,7</i>
<i>dont C2D</i>	<i>67,6</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>	<i>41,5</i>
JAPON	50,2	50,6	50,6	49,0	48,4	47,0	47,0	44,6
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	24,0	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	19,5
SUISSE	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
ARABIE SAOUDITE	9,7	9,0	8,7	8,9	8,3	8,2	8,4	8,3
CHINE	3,5	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,1
COREE DU SUD	47,4	47,1	47,0	46,2	45,4	44,1	45,2	44,5
EXIMBANK DE CHINE	2 239,9	2 228,9	2 106,0	2 149,6	2 107,0	2 082,2	2 136,4	2 092,6
EXIMBANK TURQUE	82,6	75,4	74,0	70,2	68,2	67,5	69,3	67,9
INDE	70,4	68,1	66,9	70,9	78,3	74,7	76,8	75,2
KOWEÏT	12,6	11,6	11,4	11,4	11,1	10,6	10,8	10,7
Commercial	1 060	1 006	1 001	999	984,7	981,0	978,3	969,6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	47,5	46,7	45,8	47,1	45,79	45,26	46,49	45,54
Bank of China	122,5	109,8	107,9	103,1	97,37	96,24	98,86	96,83
Belfius	50,7	48,5	50,4	50,0	48,56	48,05	47,47	47,47
BMCE Bank	16,0	13,0	13,0	13,0	10,80	10,80	10,80	10,00
BPI	-	-	-	-	-	-	-	-
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial-eurobond	542,0	542,0	542,0	542,0	542,01	542,01	542,01	542,01
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>	<i>92,68</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>	<i>449,33</i>
Commerz bank Allemagne	34,5	35,8	35,1	36,1	35,10	34,70	35,64	34,91
Deutsche banque Espagne	29,2	26,8	23,9	23,9	23,88	23,03	20,75	20,75
Inter Islamic trade Finance Corporation	41,0	22,3	22,3	22,3	22,34	22,34	22,34	22,34
INTESA SANPAOLO SPA	70,2	62,3	62,3	62,3	56,40	56,40	56,40	52,67
Raiffeisen Bank Inter AG	5,5	5,4	5,4	5,4	5,40	5,40	5,40	5,27
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK	29,2	26,1	25,8	26,3	24,15	23,92	23,24	22,85
Standard Chartered Londres	72,0	67,5	67,5	67,5	72,88	72,88	68,93	68,93
Total Général	8 098	8 153	8 068	8 129	8 083	8 016	8 118	7 999

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

S'agissant de la dette bilatérale de l'Administration Centrale, elle est estimée à fin juin 2023 à 3 200 milliards de FCFA, détenue principalement par : (i) la Chine à hauteur de 2 095,7 milliards de FCFA, représentant 26,2% de la dette extérieure totale et 65,5% de la dette bilatérale ; et (ii) la France, avec un encours de la dette évalué à 808,3 milliards de FCFA, soit 10,1% de la dette extérieure totale et 25,3% de la dette bilatérale.

Quant à la dette commerciale dont l'encours est de 969,6 milliards de FCFA, elle est constituée à : (i) 55,9% des Eurobonds émis en 2015 et 2021, évalués à 542,0 milliards de FCFA, soit 6,8% de la dette extérieure totale, et (ii) 10,0% de la dette envers Bank of China, dont l'encours est estimé à 96,83 milliards de FCFA, soit 1,2% de la dette extérieure.

II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin juin 2023, l'encours de la dette intérieure de l'Administration Centrale est estimé à 3 241 milliards de FCFA et représente 11,7% du PIB. Cet encours en augmentations de 0,3% en glissement annuel, de 0,1% par rapport au mois précédent et en baisse de 2,5% en glissement trimestriel est composé de 93,3% de dette intérieure Hors Restes à Payer et de 6,7% de Restes à Payer de plus de 3 mois, chiffré autour de 217 milliards de FCFA.

II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

L'encours de la dette intérieure de l'Administration Centrale (Hors Restes à Payer) est évalué à fin juin 2023 à 3 024,1 milliards de FCFA, soit 26,9% de la dette directe de l'Administration Centrale. En glissement mensuel, cet encours enregistre une hausse de 0,1%. En glissements trimestriel il connaît baisse de 2,7% contre une hausse de 1,6% en glissement annuel.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	30 Juin 2022 ***	31 décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 Juin 2023 ***
Montant en Milliards de FCFA								
Titres Publics	1 464,7	1 552,2	1 569,2	1 601,2	1 560,6	1 553,6	1 505,3	1 526,5
Bons de Trésor Assimilable	178,4	231,2	248,2	280,2	220,0	240,5	240,7	246,9
OTA	951,3	1 036,0	1 036,0	1 036,0	1 055,5	1 028,0	979,5	994,5
OTA 2 ans	58,0	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3	43,3
OTA 3 ans	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
OTA 4 ans	5,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0
OTA 5 ans	613,7	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2	633,2
OTA 6 ans	132,0	132,0	132,0	132,0	151,5	124,0	75,5	90,5
OTA 7 ans	52,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7
OTA 10 ans	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9	54,9
OT	335,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0	285,0
ECMR 5,5% 2018-2023	100,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0
ECMR 6,25% 2022-2029	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Allocation de DTs (FMI-BEAC)	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0
Dettes Structurées	827,0	779,7	773,3	755,4	736,5	715,9	704,3	686,7
Dettes Bancaires	436,1	405,8	404,3	397,0	384,5	371,2	364,0	348,9
Dettes Bancaires Titrisées	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dettes bancaires SONARA	50,1	41,4	40,4	37,6	35,8	35,8	34,6	32,8
ECOBANK	10,1	7,2	6,2	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
PLANUT 1	39,8	34,0	34,0	32,8	31,0	31,0	29,8	28,0
PLANUT 2	14,0	11,3	11,3	10,0	10,0	10,0	8,8	8,8
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	25,8	22,8	22,8	22,8	21,0	21,0	21,0	19,3
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche B								
Programme Thermique d'Urgence (PTUI)								
SIC-COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	25,5	20,9	20,9	16,9	15,9	14,8	13,8	13,8
PLANUT	15,8	13,8	13,8	9,8	8,8	7,8	7,8	7,8
PROMOTE								
STADE JAPOMA	9,7	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	6,1	6,1
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	219,2	216,8	216,8	216,8	212,8	206,9	203,0	199,0
PLANUT	117,8	90,0	90,0	90,0	86,1	82,1	78,2	74,2
Cession de créance GREEN OIL								
Cession de créance PAD	76,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7	78,7
Cession de créance PAK 2021	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8	24,8
Cession de créance PAK 2022		23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3
Cession de créance CAMTEL								
Cession de créance CSPH								
UBA	8,5	6,4	6,4	6,4	5,4	4,3	4,3	4,3
STADE OLEMBE	8,5	6,4	6,4	6,4	5,4	4,3	4,3	4,3
CCA BANK	10,0	8,9	8,9	8,9	7,9	7,9	7,9	7,9
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	10,0	8,9	8,9	8,9	7,9	7,9	7,9	7,9
CREDIT FONCIER	30,2	28,5	28,0	27,5	27,5	26,9	25,9	25,9
LOGEMENTS SOCIAUX	12,0	11,0	10,5	10,0	10,0	10,0	9,5	9,5
SIC ETAT SIEGE	18,2	17,5	17,5	17,5	17,5	16,8	16,3	16,3
SCB	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	8,3	8,3	8,3
Pénetrante Est Douala	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	8,3	8,3	8,3
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	81,4	71,7	71,7	71,7	67,8	64,6	64,6	55,2
Cession de créances ENEO 2020	38,6	31,1	31,1	31,1	27,3	27,3	27,3	23,4
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	28,3	28,3	25,1
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	11,3	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	6,8
Dettes structurées non bancaires	391,0	373,9	368,9	358,4	352,0	344,7	340,3	337,8
Dettes titrisées	58,1	53,5	53,5	50,1	47,5	42,9	41,5	41,5
Dettes croisées et B.T.P titrisées	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	0,2	0,2
PAD	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
SONARA	36,9	32,2	32,2	28,8	26,2	21,7	21,7	21,7
Dettes non titrisées	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	0,9
Dettes B.T.P non titrisées	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	0,9
Dettes vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	264,8	248,3	245,8	241,3	241,3	239,7	237,8	237,8
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
Avance de trésorerie N°3	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Avance de trésorerie N°4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ALLUCAM	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	3,3	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,0	1,0
Paiement guichet CAA								
Paiement guichet DGTCFM	3,3	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,0	1,0
PAK	-	-	-	-	-	-	-	-
SRC/BICEC/SIMAR	-	-	-	-	-	-	-	-
CAMTEL	41,5	29,0	27,0	23,0	23,0	22,3	22,3	22,3
CAMWATER	5,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
SIC	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4	30,9	30,4	30,4
SONATREL	25,8	25,3	24,8	24,3	24,3	23,8	23,3	23,3
Dettes vis-à-vis des Ent. Privées	64,7	68,9	66,4	63,7	60,0	58,9	57,7	56,0
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
ENEO-HGD			0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	-
SITRACAM	-	-	-	-	-	-	-	-
ESCROW ACCOUNT	-	-	-	-	-	-	-	-
G.I.D.E.P.P.E	0,0	3,2	3,2	2,7	2,2	1,7	1,2	0,7
PAC INTERNATIONAL		9,4	9,4	9,4	8,8	8,1	7,5	6,8
HYSACAM	7,7	4,7	2,2	-	-	-	-	-
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
MARKETERS	15,0	9,5	9,0	9,0	6,4	6,4	6,4	6,4
CORLEY	5,4	4,4	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
GREEN OIL	7,7	5,2	5,2	5,2	2,6	2,6	2,6	2,6
Autres conventions	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Dettes Non Structurées	59,2	55,6	54,5	54,5	54,3	54,0	54,0	54,0
Dettes Commerciales	11,9	11,4	11,4	11,4	11,3	11,3	11,3	11,3
Dettes Locatives	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Indemnités	26,4	23,8	22,8	22,8	22,6	22,4	22,4	22,4
Autres Dettes Non Structurées	10,4	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8
Total Général	2 927,8	3 084,4	3 093,8	3 168,0	3 108,2	3 080,4	3 020,5	3 024,1

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

De la répartition de cet encours, il ressort que : (i) 50,5% provient de l'émission des titres publics (BTA, OTA et OT), dont 994,5 milliards de FCFA d'OTA, représentant 65,2% des titres publics émis ; (ii) 22,7% correspond à la dette structurée constituée en grande partie de la dette structurée bancaire (50,8% de la dette structurée) ; (iii) 19,1% provient de la dette consolidée BEAC ; (iv) 6,0% d'allocation de DTS et ; (v) 1,8% de dette non structurée.

II.1.2.2. RESTES A PAYER

Au 30 juin 2023, et sous réserve de la dernière évaluation faite par le Trésor public, l'encours des Restes à Payer (RAP) reste statique à 483,6 milliards de FCFA, dont 44,8% correspond aux RAP de plus de 3 mois et 56,2% aux RAP de moins de trois mois comme indiqué dans le tableau ci-après. Cet encours correspondant au niveau arrêté en décembre 2022 après la prise en compte de la période complémentaire, et fera l'objet d'un apurement rapide après l'opération de conversion envisagée par la mobilisation des emprunts extérieurs moins coûteux pour le paiement desdits Restes à Payer, afin de mieux gérer les flux de liquidité nécessaires pour une bonne exécution du plan de trésorerie de l'Etat sans augmenter la dette publique.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 Juin 2022***	31 Décembre 2022***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
Montants en milliards de FCFA								
Restes à Payer de plus de trois mois	252,2	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9	216,9
BIENS ET SERVICES	75,2	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7	61,7
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	71,0	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	9,4	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
AUTRES TRANSFERTS	41,4	30,5	30,5	30,5	30,5	30,5	30,5	30,5
SUBVENTION	28,5	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	26,8	18,9	18,9	18,9	18,9	18,9	18,9	18,9
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3
Restes à Payer de moins de trois mois	74,0	266,7	266,7	266,7	266,7	266,7	266,7	266,7
BIENS ET SERVICES	11,9	67,1	67,1	67,1	67,1	67,1	67,1	67,1
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	6,1	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	6,5	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1
AUTRES TRANSFERTS	31,6	81,3	81,3	81,3	81,3	81,3	81,3	81,3
SUBVENTION	12,6	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	5,5	26,8	26,8	26,8	26,8	26,8	26,8	26,8
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	326,3	483,6	483,6	483,6	483,6	483,6	483,6	483,6

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGT/CFM/CAA/CNDP

II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC

Au 30 juin 2023, la dette directe recensée des Entreprises et Etablissements Publics est estimée à 887 milliards de FCFA, soit 3,2% du PIB. Elle se compose de 57,6% de dette extérieure et 42,4% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

A fin juin 2023, l'encours de la dette intérieure des Entreprises et Etablissements Publics recensés s'élève à 375,6 milliards de FCFA. Cet encours enregistre une baisse successive de 0,1% par rapport au mois précédent, de 1,9% en glissement trimestriel et de 6,9% par rapport à juin 2022. Il est à noter que la principale composante de cette dette est la dette SONARA (dette bancaire et dette fournisseur) chiffrée à 257,7 milliards de FCFA au 30 juin 2023 et représentant 68,6% de la dette des sociétés publiques.

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 Juin 2022***	31 décembre 2022***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
Montants en Milliards de FCFA								
SCDP	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	276,0	266,1	264,5	262,8	261,1	259,4	257,7	257,7
SONARA Dette Bancaire	247,2	237,3	235,6	234,0	232,3	230,5	228,8	228,8
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	30,1	24,4	23,8	21,8	21,5	20,9	18,9	18,7
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
FEICOM	N/D	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	17,9	14,5	14,1	13,7	13,1	12,4	12,0	12,0
SIC	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
SODEPA	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Total Dette Intérieure	403,5	392,2	389,5	385,5	382,9	379,9	375,8	375,6

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CAA/CTR

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 30 juin 2023, la dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements Publics recensés est évaluée à 511,0 milliards de FCFA, y compris les dettes fournisseurs et d'exploitations de la SONARA et de la CAMAIR-CO. Cet encours est en baisse de 1,4% en glissement mensuel et de 0,7% par rapport au trimestre précédent, contre une augmentation de 2,9% en glissement annuel du fait de la hausse de la valeur du Dollars US par rapport à l'Euro.

Tableau 6 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 Juin 2022***	31 décembre 2022 ***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
ADC	13,1	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8
SODECOTON	-							
SONARA	405,1	433,9	427,3	432,6	424,6	420,0	426,6	419,3
CAMAIR-CO	61,6	61,6	62,6	63,6	64,6	65,6	66,6	66,6
PAD	16,7	15,0	14,6	13,8	13,8	13,3	13,3	13,3
TOTAL	496,5	522,3	516,3	521,9	514,8	510,7	518,2	511,0

* données définitives *** données

Source : CTR/CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

A fin juin 2023, les passifs conditionnels explicites de l'Etat sont estimés à 4 215 milliards de FCFA, dont 0,2% provenant de la dette garantie par l'Etat et 99,8% représentant le montant des partenariats publics privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

Au 30 juin 2023, l'encours de la dette avalisée par l'Etat est évalué à 9,9 milliards de FCFA, soit 0,04% du PIB. Cet encours enregistre une baisse de 8,5% par rapport au mois précédent, de 24,5% en glissement trimestriel et de 42,6% en glissement annuel.

Tableau 7 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

N°	TYPE DE DETTE	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	Encours au 30 juin 2022 ***	Encours au 31 décembre 2022 **	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
1	Bilatéral	AFD	PAD	1,3	0,8	0,8	0,8	0,8	0,2	0,2	0,2
2	Multilatéral	AFDB	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
3	Commercial	FMO	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
4	Commercial	IFC	DPDC	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
5	Commercial	AFDB	KPDC	5,2	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	3,7	3,7
6	Commercial	BDEAC	KPDC	1,8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,3	1,3
7	Commercial	EIB	KPDC	5,2	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	3,7	3,7
		TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA		17,2	13,1	13,1	13,1	13,1	12,5	10,8	9,9

* données définitive * données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Au 30 juin 2023, après la mise à jour du portefeuille des contrats exécutés sous l'égide du régime général des PPP du CARPA et la prise en compte des autres PPP en cours d'exécution, le montant des investissements signés à réaliser sous forme de PPP (hormis le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo à phases multiples, dont le coût global serait de 5 400 milliards de FCFA), s'élève à environ 4 931,1 milliards de FCFA, soit près de 17,8% du PIB.

Les PPP actifs suivis au niveau du CARPA (extrait de rapport sur les coûts des risques budgétaires générés par les projets exécutés en PPP), portent sur 11 projets en cours d'exécution d'un montant global de 2 242,5 milliards de FCFA (8,1% du PIB) pour les projets relevant du régime général.

Outre ces investissements, certains contrats sont exécutés sous l'égide des lois sectorielles et ne figurant pas dans le portefeuille du CARPA pour un montant recensé de plus de 2 688,5 milliards de FCFA (soit 9,7% du PIB).

Les détails concernant les projets signés sous forme de PPP sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 8 : Liste des projets signés sous forme de PPP

	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 30 Juin 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2022 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2023 ***	Montant de l'investissement au 28 Février 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2023 ***	Montant de l'investissement au 30 avril 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 mai 2023 ***	Montant de l'investissement au 30 juin 2023 ***
Montant en milliards de FCFA												
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Païement public	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11	11	11
4	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,5	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Païement public	36	36	36	36	36	36	36	36
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Bonabéri	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,2	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
11	projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5	2 242,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAK	01/07/2021	Concessif	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandise générale	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'Hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Païement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m ³ d'eau/jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Païement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaullie à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
15 (PM)	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases ci-après : (I) Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCFA; (II) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA (Prou Mémoire)	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1	4 931,1

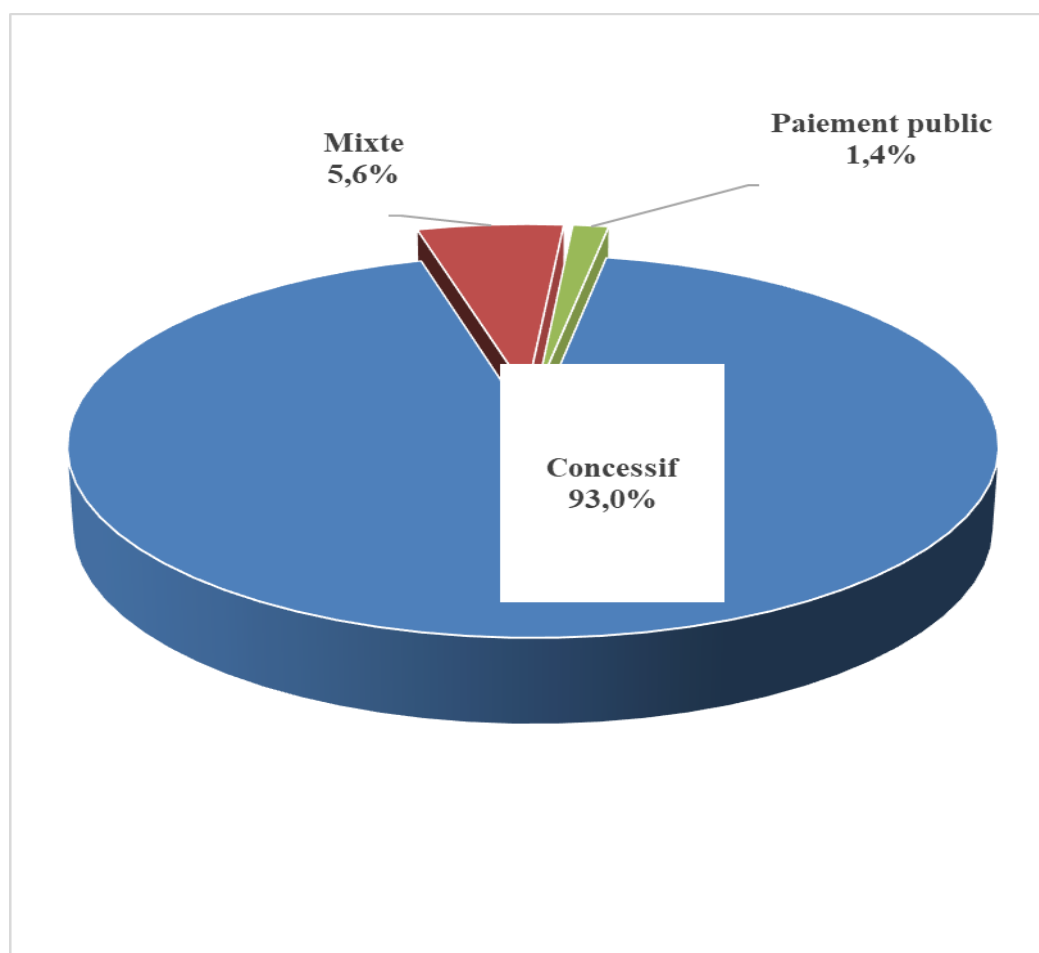
Source : CAA/CARPA/CNDP

De façon générale, il ressort que le Cameroun a déjà signé les trois formes de PPP selon le mode de rémunération du partenaire privé. En termes de répartition, le montant des PPP signés au 30 juin 2023 provient à 93,0% des PPP de type concessif, 5,6% des PPP mixtes et 1,4% des PPP à Paiement public. La prédominance des PPP de type concessif traduit un risque budgétaire minime de ces investissements sur la trésorerie de l'Etat.

Toutefois, considérant les PPP à paiement public, ainsi que les PPP à paiement mixte, dont les montants des loyers à payer deviennent de plus en plus importants, le Gouvernement devrait davantage budgétiser les ressources nécessaires pour la bonne réalisation des projets visés.

Le renforcement du cadre réglementaire en perspective, avec l'approbation de la nouvelle loi sur les PPP par le Parlement vise effectivement à contenir ces engagements et à réduire les risques inhérents afin que les financements sous forme de PPP soient véritablement considérés comme une alternative importante pour la réalisation des grands projets structurants qui garantissent une réelle rentabilité socioéconomique et financière, nécessaire pour la réalisation de la SND30 et de la vision d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP en juin 2023 selon ses différentes formes



Sources : CAA/CARPA /CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au courant du mois de juin 2023, le service de la dette effectivement réglé par l'Etat (Hors Restes à Payer et remboursement BTA) est évalué à 69,6 milliards de FCFA, dont 60,8 milliards de FCFA pour le remboursement du principal et 8,8 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts.

En termes de composition, ce service est consacré à : (i) 71,3% au règlement de la dette extérieure, et (ii) 28,7% au règlement de la dette intérieure.

Le cumul de la dette réglée de janvier à juin 2023 s'élève à 555,1 milliards de FCFA dont 459,3 milliards de FCFA au titre du remboursement du principal et 95,8 milliards de FCFA de remboursement d'intérêts et commissions.

Tableau 9 : Service de la dette publique

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2022 *			Service effectif Janvier 2023 **	Service effectif Février 2023 **	Service effectif Mars 2023 ***	Service effectif Avril 2023 ***	Service effectif Mai 2023 ***	Service effectif Juin 2023 ***		Cumul service effectif Janvier - Juin 2023 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	574,3	169,5	743,8	143,3	33,7	62,6	46,0	25,3	43,3	49,6	279,8	80,7	360,4
Multilatérale	57,0	25,5	82,5	10,9	14,0	18,9	2,9	13,0	7,1	10,2	48,6	21,3	70,0
Bilatérale	355,8	93,5	449,3	123,7	9,1	27,3	37,2	3,7	31,5	33,9	188,3	46,5	234,8
Commerciale	161,5	50,6	212,0	8,7	10,6	16,4	5,9	8,5	4,7	5,6	42,8	12,8	55,7
Dettes intérieures (hors RAP)	405,8	53,6	459,3	8,6	21,6	21,0	60,9	62,6	17,6	20,0	179,6	15,1	194,7
Titres publics (hors BTA)	209,2	20,3	229,4	-	-	-	35,0	48,5	-	-	83,5	-	83,5
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	190,0	33,3	223,3	7,5	21,6	20,8	25,6	14,1	17,6	20,0	94,5	15,1	109,6
Dettes non structurées	6,6	-	6,6	1,1	-	0,2	0,3	0,0	-	-	1,5	-	1,5
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dette Publique	980,1	223,1	1 203,2	151,9	55,3	83,6	106,9	87,8	60,8	69,6	459,3	95,8	555,1
Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19													

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Pour le troisième trimestre de l'année 2023, il est prévu le règlement d'un service de 386,8 milliards de FCFA, dont 306,4 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 80,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2023, l'Etat a réglé 49,6 milliards de FCFA au titre de service de la dette extérieure, montant ayant servi à 87,3% au remboursement du principal et 12,7% au paiement des intérêts et commissions.

Ce service a été destiné à : (i) 68,3% au règlement de la dette bilatérale ; (ii) 20,5% au paiement du service dû aux créanciers multilatéraux ; (iii) et 11,2% au profit des partenaires commerciaux.

Ainsi, le cumul du service de la dette extérieure réglé au cours du premier semestre de l'année 2023 est évalué à 360,4 milliards de FCFA, dont 279,8 milliards de FCFA au titre de remboursement du principal et 80,7 milliards de FCFA de paiement d'intérêts. En termes de composition, il a été réglé à hauteur de : (i) 65,2% aux créanciers bilatéraux ; (ii) 15,4% aux partenaires commerciaux et (iii) 19,4% aux créanciers multilatéraux.

Il convient de relever qu'à fin juin 2023, toutes les échéances de dettes extérieures ont été réglées à bonne date.

Tableau 10 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2022 *			Service effectif Janvier 2023 **	Service effectif Février 2023 **	Service effectif Mars 2023 ***	Service effectif Avril 2023 ***	Service effectif Mai 2023 ***	Service effectif Juin 2023 ***			Cumul service effectif Janvier - Juin 2023 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Baillleurs														
Multilatéral	57,0	25,5	82,5	10,9	14,0	18,9	2,9	13,0	7,1	3,1	10,2	48,6	21,3	70,0
BAD	12,8	3,6	16,4	0,0	4,0	7,5	0,2	4,9	-	0,7	0,7	12,1	5,3	17,4
BADEA	1,8	0,4	2,2	0,1	0,0	0,7	0,0	-	0,2	0,1	0,3	1,0	0,2	1,2
BDEAC	4,0	2,5	6,5	-	1,0	-	-	-	2,0	1,0	3,0	2,7	1,4	4,0
BEI	4,0	0,6	4,6	-	0,3	0,8	0,3	-	0,9	0,2	1,1	2,1	0,4	2,5
BID	5,4	0,8	6,2	0,1	0,3	-	0,0	-	3,0	0,9	3,9	3,3	1,0	4,2
BIRD	-	2,1	2,1	-	-	-	-	4,6	-	-	-	-	4,6	4,6
FAD	5,1	3,0	8,2	0,1	1,1	1,5	1,1	0,5	0,1	0,0	0,1	2,6	1,8	4,4
FED	0,2	0,0	0,2	-	-	-	-	0,1	-	-	-	0,1	0,0	0,1
FIDA	1,3	0,4	1,8	-	0,4	0,5	0,1	-	-	-	-	0,7	0,3	1,0
FMI	-	-	-	10,2	-	-	-	-	-	-	-	10,2	-	10,2
FSN	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	0,1	-	-	-	0,0	0,0	0,1
FSOPEP	3,0	0,5	3,5	0,1	0,1	0,1	0,7	0,4	0,1	0,0	0,1	1,4	0,2	1,6
IDA	19,2	11,5	30,6	0,2	6,8	7,8	0,5	2,5	0,8	0,1	0,9	12,5	6,2	18,7
Bilatéral	355,8	93,5	449,3	123,7	9,1	27,3	37,2	3,7	31,5	2,4	33,9	188,3	46,5	234,8
AFD	64,1	9,6	73,7	0,4	-	6,5	18,3	0,6	12,3	1,9	14,2	35,2	4,9	40,1
BELGIQUE	1,0	-	1,0	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
CHINE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CREDIT SUISSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE	202,4	54,2	256,6	122,5	-	18,1	10,0	-	-	-	-	116,6	34,0	150,6
EXIMBANK CORREE	1,2	0,3	1,5	0,0	-	-	-	0,6	0,2	0,1	0,3	0,6	0,2	0,8
EXIMBANK INDE	4,5	3,4	7,9	-	0,1	0,0	4,1	0,9	-	0,1	0,1	3,4	1,7	5,1
EXIMBANK USA	-	-	-	-	-	1,7	-	1,6	-	-	-	2,8	0,6	3,4
EXIMBANK Turquie	11,6	4,1	15,6	-	8,8	-	-	0,0	-	-	-	5,7	3,1	8,8
FKDEA	1,7	0,3	2,0	0,2	0,2	-	0,5	-	-	-	-	0,7	0,1	0,9
France	59,8	20,6	80,4	-	-	-	4,3	-	15,4	-	15,4	18,2	1,5	19,7
FSD	0,8	0,2	1,0	0,2	-	0,4	-	-	-	-	-	0,6	0,0	0,6
HERMES	0,6	0,1	0,8	-	-	-	-	-	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
JICA	1,3	0,2	1,6	-	-	0,6	0,0	-	0,1	0,0	0,1	0,6	0,1	0,7
KFW	0,8	0,1	0,9	-	-	-	-	-	0,5	0,1	0,6	0,5	0,1	0,6
SERV	0,3	0,0	0,3	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	4,4	0,3	4,7	-	-	-	-	-	2,2	0,1	2,3	2,2	0,1	2,3
Espagne /ICO	1,3	0,0	1,3	0,4	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	0,5	0,0	0,5
Commercial	161,5	50,6	212,0	8,7	10,6	16,4	5,9	8,5	4,7	0,9	5,6	42,8	12,8	55,7
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	0,5	0,5
Bank of China	21,1	6,0	27,1	0,2	10,2	3,5	-	-	-	0,0	0,0	10,5	3,3	13,9
BANK OF TOKYO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BELFIUS BANQUE SA	6,5	1,5	8,0	0,1	0,3	3,1	0,5	0,7	-	-	-	4,1	0,7	4,8
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	12,4796	1,3148	13,8	3,8	-	0,1	1,1	2,5	-	-	-	6,6	0,9	7,6
Eurobond N°1 et N° 2	-	34,5	34,5	-	-	-	3,9	-	-	-	-	-	3,9	3,9
EXIMBANK CHINE / POLYTECHNOLOGIES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE / SINOSURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ICBC_chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ICO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ING BANK N.V.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INTESA/CLIFFORD	19,2	2,5	21,7	-	-	6,5	-	-	3,7	0,5	4,2	9,7	1,0	10,7
ITFC	82,1	1,0	83,1	4,5	-	-	-	-	-	-	-	4,3	0,2	4,5
KBC Bank sa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RAIFFESSEN BANK	0,3	0,1	0,3	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2
Société Générale / Eximbank USA	5,6	0,6	6,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	9,1	1,8	10,9	0,2	0,0	0,7	0,3	4,8	-	0,0	0,0	4,5	1,4	6,0
BMCE Bank	5,2	1,2	6,3	0,0	0,0	2,5	-	-	0,8	0,3	1,1	3,0	0,7	3,6
Non résidents ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	574,3	169,5	743,8	143,3	33,7	62,6	46,0	25,3	43,3	6,3	49,6	279,8	80,7	360,4

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

L'Administration Centrale a réglé 20 milliards de FCFA au titre du service de la dette intérieure du mois de juin 2023 (Hors Restes à Payer et BTA), essentiellement destiné au règlement de la dette structurée. Ce service a porté à 88,1% au remboursement du principal et 11,9% au paiement des intérêts et commissions.

En termes de cumul, le service de la dette intérieure réglé par l'Administration Centrale de janvier à juin 2023 est évalué à 194,7 milliards de FCFA, dont 179,6 milliards de FCFA de principal et 15,1 milliards de FCFA d'intérêts et commissions. De l'analyse de sa composition, il ressort que 56,3%

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

Actualisé au 30 juin 2023, le stock des Restes à Payer du 31 décembre 2022, s'élève à 483,6 milliards de FCFA, dont 216,9 milliards de FCFA des RAP de plus de 3 mois. Cette situation de RAP est maintenue jusqu'à fin juin 2023, ce qui induit une variation mensuelle des Restes à Payer de plus de trois mois nulle.

Toutefois, comme précédemment relevé, l'Ordonnance du Chef de l'Etat relative à la modification des plafonds d'endettement permettra de trouver une solution quasi définitive au règlement et à la gestion des RAP afin de ne pas créer d'éviction sur les dépenses programmées de l'année en cours à partir des recettes effectives de l'année visée.

Tableau 12 : Variations mensuelles des Restes à Payer de plus de trois mois (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	30 juin 2022 ***	31 Décembre 2022***	31 janvier 2023 ***	28 février 2023 ***	31 Mars 2023 ***	30 avril 2023 ***	31 mai 2023 ***	30 juin 2023 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	-	7,0	-	-	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES DÉPENSES DU PERSONNEL	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES TRANSFERTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SUBVENTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	9,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à Payer de moins de trois mois	-	-	-	-	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES DÉPENSES DU PERSONNEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES TRANSFERTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBVENTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	-	7,0	-	-	-	-	-	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Durant le mois de juin 2023, aucune nouvelle convention n'a été signée par le Gouvernement. Ainsi, le cumul des engagements extérieurs signés depuis le début de l'année 2023 s'élève à 106,4 milliards de FCFA dont 100% sous forme de prêts projets.

A titre de rappel, le plafond des nouveaux engagements extérieurs sur prêts projets à signer en 2023 est fixé à 650 milliards de FCFA, soit 426 milliards de FCFA en Valeur Actuelle. Ce plafond pourrait être revu à la hausse par Ordonnance présidentielle, pour tenir compte des divers financements à signer pour la réalisation de projets stratégiques et dont la maturation est avérée.

Tableau 13 : Engagements signés de janvier à juin 2023

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/05/23)	Taux d'intérêt	Maturité (en années)	Période de grace (en années)	Element don	Concessionnalité
1	Phase III du projet d'électrification rurale par système photovoltaïque (200 localités)	06/02/2023	07/03/2023	AFREXIMBANK	EUR	53,00	34,70	34,77	euribor3 m+6%	7	2	0,00%	Non concessionnel
2	Financement additionnel du projet de préparation et de réponse au covid-19	06/01/2023	12/04/2023	IDA	DTS	21,17	16,51	17,01	1,09%	30	5	39,00%	Concessionnel
3	financement du Projet présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	06/02/2023	11/05/2023	BID	EUR	33,25	21,81	21,81	Swap Eur 10Y + 1,65%	20	3	0,00%	Non concessionnel
4	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers		29/05/2023	France	EUR	50,00	32,80	32,80					Non concessionnel

TOTAL	105,8	106,4
<i>dont (1) prêts projets</i>	105,8	106,4
<i>non concessionnel</i>	56,5	89,4
<i>concessionnel</i>	49,3	17,0
<i>(2) appuis budgétaires</i>	-	-

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au cours du mois de juin 2023, aucun décret d'habilitation n'a été signé par le Chef de l'Etat. Ainsi, le montant des décrets en instance, en attente de signature y afférentes est estimé à environ 114,7 milliards de FCFA au 30 juin 2023.

Tableau 14 : Décrets d'habilitation signés en instance à fin juin 2023

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 avril 2023)	Concessionnalité
1	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II)	29/12/2021	China Construction Bank	EUR	50,0	32,8	32,9	Non concessionnel
2	Projet de Construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi	14/06/2022	FADD	USD	3,0	1,7	1,8	Non concessionnel
3	Financement de la première phase du projet de construction de la route Olounou-Oveng-frontière Gabon-pont sur le fleuve Kom(tronçon Carrefour Olounou-Mvan)	26/08/2022	Deutsche Bank/CCIAL FACILITY	EUR	93,9	61,6	61,6	Non concessionnel
4	Financement d'importations d'alumine au profit d'ALUCAM	08/02/2023	BID/ITFC	USD	15,0	9,9	8,9	Non concessionnel
5	Projet de Gouvernance des Finances Publiques (PAGFIP)	26/05.2023	BAD	UC	11,6	9,5	9,5	
GRAND TOTAL						115,5	114,7	

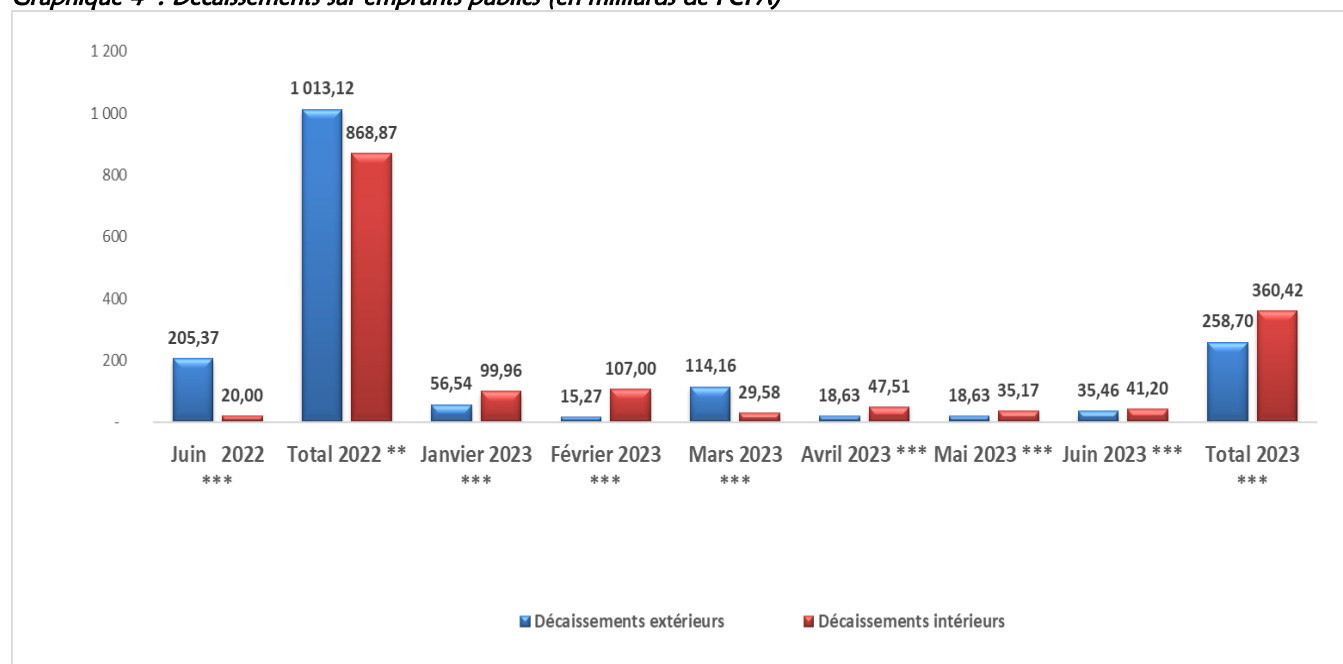
Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2023, les tirages sur les emprunts publics ont porté sur un montant d'environ 76,7 milliards de FCFA, dont 53,7% des ressources mobilisées sur le marché intérieur et 46,3% à l'extérieur.

A fin juin 2023, le cumul des décaissements effectués s'élève à 619,1 milliards de FCFA, dont 58,2% auprès des bailleurs de fonds intérieurs et 41,8% auprès des bailleurs extérieurs.

Graphique 4 : Décaissements sur emprunts publics (en milliards de FCFA)



Source : CAA

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements sur emprunts extérieurs enregistrés au cours du mois de juin 2023 s'élèvent à 35,5 milliards de FCFA, dont 77,7% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, 22,3% auprès des bailleurs bilatéraux. Aucun décaissement n'a été enregistré auprès des créanciers commerciaux sur la période. Au 30 juin 2023, le cumul des tirages extérieurs au premier semestre 2023 s'élève à 258,7 milliards de FCFA, dont 72,2% auprès des bailleurs multilatéraux, 24,3% chez les bilatéraux et 3,5% de ressources mobilisées auprès des commerciaux.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

La répartition des tirages par bailleur, fait ressortir qu'au mois de juin 2023, les tirages extérieurs ont été effectués sur les ressources provenant principalement des bailleurs de fonds multilatéraux à hauteur de 77,7%, dont 53,6% décaissés auprès du guichet IDA de la Banque Mondiale et 6,9% auprès du groupe de la BAD. Les tirages auprès des partenaires bilatéraux se sont effectués uniquement auprès d'EXIMBANK de CHINE.

Tableau 15 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Juin 2022 ***	Total 2022 **	Janvier 2023 ***	Février 2023 ***	Mars 2023 ***	Avril 2023 ***	Mai 2023 ***	Juin 2023**	Total 2023 ***
Montants en millions de FCFA									
Multilatéral	90 791	506 168	54 615	13 209	69 282	10 823	11 286	27 569	186 783
BAD	2 353	96 210	24 238	275	3 950	580	2 644	2 459	34 147
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	53 133	23 317	-	-	-	-	-	23 317
BADEA	-	557	-	-	-	-	-	-	-
BDEAC	-	2 674	-	3 603	275	119	-	-	3 998
BID	7 692	74 998	1 051	4 692	2 860	612	770	228	10 213
BIRD	34 398	56 925	15 854	308	2 799	2 572	3 129	5 897	30 558
FAD	169	17 997	48	91	293	1 363	2 612	-	4 406
FIDA	925	6 776	245	-	2 282	-	-	-	2 527
FMI	-	114 612	-	-	45 368	-	-	-	45 368
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	-	38 204	-	-	14 913	-	-	-	14 913
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	-	76 408	-	-	29 827	-	-	-	29 827
FS OPEP	-	214	-	-	-	-	-	-	-
IDA	45 255	135 206	13 179	4 240	11 455	5 577	2 130	18 985	55 567
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	66 055	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	75 944	371 374	-	2 066	37 797	7 804	7 346	7 886	62 898
FRANCE	7 012	54 160	-	-	199	-	-	-	199
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	45 917	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	504	-	-	-	-	-	-	-
ARABIE SAOUDITE	-	176	-	-	-	-	-	-	-
Corée du Sud	-	2 479	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK DE CHINE	68 931	294 587	-	-	28 001	7 804	6 580	7 886	50 270
INDE	-	19 437	-	2 066	9 597	-	766	-	12 429
KOWEÏT	-	30	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	38 638	135 581	1 930	-	7 086	-	-	-	9 016
Belfius	1 506	2 909	1 930	-	1 097	-	-	-	3 027
BMCE Bank	7 234	7 234	-	-	-	-	-	-	-
BPI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	-	5 287	-	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	802	5 222	-	-	-	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	29 096	94 072	-	-	-	-	-	-	-
Standard Chartered Londres	-	20 858	-	-	5 989	-	-	-	5 989
Total Général	205 373	1 013 123	56 545	15 274	114 164	18 627	18 632	35 455	258 697

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Au cours du mois de juin 2023, les tirages extérieurs ont été effectués sur prêts-projets pour un montant global de 35,5 milliards de FCFA, dont 53,8% sur ressources concessionnelles (soit 19,1 milliards de FCFA), contre 46,2% décaissés sur ressources non concessionnelles (soit, 16,4 milliards de FCFA).

Ainsi, au premier semestre 2023, le cumul des décaissements effectués sur prêts à moyen terme est évalué à 258,7 milliards de FCFA, dont 73,7% décaissés sur prêts-projets et 26,3% tirés sur appuis budgétaires.

Par ailleurs, le cumul des décaissements extérieurs effectués sur prêts-projets portent sur un montant de 190,6 milliards de FCFA, dont 62,0% sur financements concessionnels et 38,0% sur financements non concessionnels.

Quant aux tirages sur appuis budgétaires enregistrés sur les six (06) premiers mois de l'année, ils sont évalués à 68,5 milliards de FCFA.

Tableau 16 : Décaissements par concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Juin 2022 ***	Décembre 2022 ***	Total 2022 **	Janvier 2023 ***	Février 2023 ***	Mars 2023 ***	Avril 2023 ***	Mai 2023 ***	Juin 2023***	Total 2023 ***
Montants en millions de FCFA										
Multilatéral	90 791	142 023	506 168	54 615	13 209	69 282	10 823	11 286	27 569	186 783
Concessionnel	49 430	73 879	312 619	14 992	5 663	63 330	7 846	6 309	19 069	117 209
<i>dont Appuis budgétaires</i>	-	119 187	233 799	-	-	44 740	-	-	-	44 740
<i>FMI</i>	-	-	114 612	-	-	44 740	-	-	-	44 740
<i>BIRD</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	-	53 133	53 133	-	-	-	-	-	-	-
<i>IDA</i>	-	66 055	66 055	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	41 361	68 143	193 549	39 623	7 546	5 952	2 977	4 977	8 500	69 575
<i>dont Appuis budgétaires</i>	-	-	-	23 317	-	-	-	-	-	23 317
<i>BAD</i>	-	-	-	23 317	-	-	-	-	-	23 317
Bilatéral	75 944	24 093	371 374	-	2 066	37 797	7 804	7 346	7 886	62 898
Concessionnel	3 920	-	53 713	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	-	-	45 917	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	72 024	24 093	317 661	-	2 066	37 797	7 804	7 346	7 886	62 898
Commercial	9 542	-	41 510	1 930	-	7 086	-	-	-	9 016
Concessionnel	-	-	5 287	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	9 542	-	36 223	1 930	-	7 086	-	-	-	9 016
<i>dont eurobond 2021</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont financement vaccination COVAX et AVAT</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	176 277	166 115	919 051	56 545	15 274	114 164	18 627	18 632	35 455	258 697
<i>Total appuis budgétaires</i>	-	119 187	279 716	23 317	-	44 740	-	-	-	68 058
Total hors appuis budgétaires	176 277	46 928	639 335	33 227	15 274	69 424	18 627	18 632	35 455	190 640
<i>dont</i>										
Total prêts projets	176 277	46 928	639 335	33 227	15 274	69 424	18 627	18 632	35 455	190 640
Concessionnel	53 350	- 45 308	91 902	14 992	5 663	18 590	7 846	6 309	19 069	72 469
Non Concessionnel (hors eurobond)	122 926	92 236	547 433	18 235	9 611	50 834	10 781	12 323	16 386	118 171
Eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à court terme	29 096	-	94 072	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	29 096	-	71 736	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	-	-	22 335	-	-	-	-	-	-	-
Grand total	205 373	166 115	1 013 123	56 545	15 274	114 164	18 627	18 632	35 455	258 697

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de juin 2023, un montant de 41,2 milliards de FCFA a été mobilisé auprès des créanciers intérieurs. Ce décaissement a été effectué sous forme de titres publics, dont 63,6% d'émission de BTA et 36,4% d'Obligations de Trésor (OTA). Ce qui porte à fin juin 2023 le total cumulé pour l'année en cours des décaissements intérieurs à 360,4 milliards de FCFA.

Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Jun 2022 **	Total 2022 **	Janvier 2023 ***	Février 2023 ***	Mars 2023 ***	Avril 2023 ***	Mai 2023 ***	Jun 2023 ***	Total 2023 ***
(Montants en milliards de FCFA)									
Titres Publics	20,0	868,9	100,0	47,0	29,6	47,5	35,2	41,2	300,4
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	20,0	373,7	100,0	47,0	10,1	40,0	35,2	26,2	258,4
BTA 13 Semaines	10,0	10,0					20,2	26,2	46,4
BTA 26 Semaines	5,0	358,7	100,0	47,0	5,0	40,0	15,0	-	207,0
BTA 52 Semaines	5,0	5,0			5,1				5,1
Obligations de Trésor	-	495,2	-	-	19,5	7,5	-	15,0	42,0
OTA (BEAC)	-	260,2	-	-	19,5	7,5	-	15,0	42,0
OTA 2 ans		13,3						-	-
OTA 3 ans		-			-			-	-
OTA 4 ans		65,0					-	-	-
OTA 5 ans		152,1							-
OTA 6 ans		-			19,5	7,5	-	15,0	42,0
OTA 7 ans		20,0			-			-	-
OTA 10 ans	-	9,9	-	-	-				-
OT (BVMAC)		235,0							-
ECMR 6,25% 2022-2029		235,0							-
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)		-							-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)		70,0		60,0					60,0
Endettement Direct Bancaire	-	-	-	-	-				-
<i>PLANUT</i>	-	-	-	-	-				-
<i>CAN 2021</i>		-							-
<i>Pénétrante Est Douala</i>		-							-
<i>Autres conventions</i>		-							-
		-							-
		-							-
Total Général	20,0	938,9	100,0	107,0	29,6	47,5	35,2	41,2	360,4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Le mois de juin 2023, s'est achevé avec un stock de SEND's estimé à environ 3 745.5 milliards de FCFA, dont 203,1 milliards de FCFA d'appuis budgétaires à décaisser progressivement auprès du FMI, de la BAD et de la France jusqu'à la fin du programme en cours (2024). Ces SEND's ont enregistré une baisse de 1,7% en glissement mensuel, de 2,1% en glissement trimestriel et de 2% en glissement annuel, et proviennent exclusivement des engagements extérieurs.

Un suivi particulier de ces SEND's par projet est repris dans les documents du (i) portefeuille des projets actifs du Cameroun à financement extérieur et, (ii) portefeuille de la dette publique du Cameroun et sa viabilité à l'horizon 2032, publiés à fin juillet 2023, qui présentent entre autres les raisons spécifiques des blocages des décaissements et les caractéristiques de différents prêts et projets.

IV.4.1. SEND's Extérieurs (Hors Appuis budgétaires)

A fin juin 2023, les SEND's extérieurs (hors appuis budgétaires) sont estimés à 3 542,4 milliards de FCFA. Le montant de ces SEND's enregistre une augmentation de 0,04% en glissement annuel, contre une baisse de 0,8% par rapport au trimestre précédent et de 1,7% en glissement mensuel.

Pour ce qui est de la composition des SEND's hors appuis budgétaires, il ressort que : (i) 65,2% proviennent des conventions de financements signées avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 1 183,1 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Banque mondiale (soit 51,3% des SEND's multilatéraux) ;(ii) 14,8% de la coopération bilatérale, dont 295,4 milliards de FCFA à décaisser

auprès de la Chine (soit 56,5% des SEND's bilatéraux) ; et (iii) 20,1% des prêts commerciaux, dont un total de 181,6 milliards de FCFA à décaisser auprès de ICBC (25,5% des SEND's commerciaux).

Tenant compte d'une capacité d'absorption moyenne de 700 milliards de FCFA par an, il faudrait un minimum de 5 ans pour absorber l'intégralité des SEND's existants, ce qui traduit une lenteur dans l'exécution de nombre de projet.

Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 30/06/2022 ***	SEND's au 31/12/2022 **	SEND's au 31/01/2023 ***	SEND's au 29/02/2023 ***	SEND's au 31/03/2023 ***	SEND's au 31/04/2023 ***	SEND's au 31/05/2023 ***	SEND's au 31/06/2023 ***
MULTILATERAUX	2 320,2	2 633,3	2 576,0	2 570,6	2 489,9	2 473,3	2 497,9	2 458,9
BAD	564,6	618,8	617,8	617,6	613,7	613,1	610,6	608,1
BADEA	41,8	52,7	51,7	53,2	51,7	51,1	52,5	51,4
BDEAC	86,2	83,5	83,5	79,9	79,6	79,5	79,5	79,5
BID	215,0	168,6	165,3	164,2	157,3	155,1	179,9	176,5
BIRD	197,5	185,4	169,5	169,2	166,4	163,8	163,2	157,3
FAD	93,5	102,3	102,5	103,0	101,1	98,9	98,0	96,0
FIDA	30,5	26,7	26,5	26,6	24,1	23,8	24,3	23,8
FS OPEP	18,0	17,6	17,3	17,8	17,3	17,1	17,6	17,2
IDA	770,2	1 083,4	1 070,2	1 066,6	1 053,7	1 047,0	1 046,3	1 025,7
UE	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8
Appuis budgétaires	230,1	221,6	198,8	199,7	152,2	151,0	153,3	150,6
FMI	230,1	180,3	180,9	181,8	134,2	133,1	135,4	132,6
BAD	-	41,3	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9
BILATERAUX	837,9	655,7	649,6	656,5	605,7	594,0	596,9	575,5
ALLEMAGNE	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5
FRANCE	61,9	60,3	60,3	60,3	60,1	63,4	63,4	63,4
Appuis budgétaires AFD	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5
Japon	36,7	36,9	36,9	35,7	35,7	34,6	34,6	33,0
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	18,8	25,8	25,4	26,1	25,4	25,1	25,8	25,2
Chine	5,9	5,6	5,6	5,6	5,5	5,4	5,4	5,2
Corée du Sud	4,5	4,2	4,3	4,1	4,0	3,9	4,0	4,0
Emirats Arabes Unis	9,4	9,2	9,1	9,3	9,0	8,9	9,2	9,0
EXIMBANK DE CHINE	534,4	352,4	349,2	355,0	319,0	307,3	306,3	290,2
INDE	131,0	126,2	124,0	125,4	112,4	111,1	113,3	111,0
KOWEÏT	23,4	23,0	22,8	23,1	22,6	22,4	22,8	22,5
COMMERCIAUX	665,2	658,3	652,1	658,6	679,5	676,9	715,9	711,0
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	34,8	34,8	34,8	34,8
Bank of China	48,2	47,3	46,5	47,8	46,4	45,9	47,1	46,2
Belfius	17,3	16,2	14,2	14,2	13,1	13,1	13,1	13,1
BMCE Bank	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
BPI	-	-	-	-	-	-	32,8	32,8
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deutsche banque Espagne	37,1	32,9	32,9	33,0	32,9	32,8	32,9	32,8
ICBC	189,4	186,1	182,8	187,9	182,6	180,5	185,4	181,6
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	124,0	124,0	124,0	124,0	118,0	118,0	118,0	118,0
UNICREDIT	-	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
TOTAL GENERAL	3 823,4	3 947,2	3 877,7	3 885,7	3 775,2	3 744,2	3 810,7	3 745,5
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	282,6	274,1	251,3	252,2	204,6	203,5	205,8	203,1
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	3 540,8	3 673,2	3 626,4	3 633,6	3 570,5	3 540,7	3 604,9	3 542,4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A fin juin 2023, les SEND's intérieurs sont nuls.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de plus de 3 mois)

Afin de déterminer les caractéristiques réelles du portefeuille de la dette publique, ici, toute dette libellée en FCFA est considérée comme dette intérieure et celle libellée en devises correspond à la dette extérieure.

Ainsi, 30 juin 2023, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer de plus de trois mois est évalué à 11 023 milliards de FCFA, soit une baisse de 1,5% en glissement trimestriel. Le profil de coûts et risques du portefeuille qui en découle à fin juin 2023 se présente comme suit :

- Le ratio de la dette de l'Administration Centrale (Hors Restes à Payer de plus de 3 mois) sur le PIB représente 39,8%, dont 28,8% pour la dette extérieure et 11,0% pour la dette intérieure, contre 39,8%, dont 28,8% pour la dette extérieure et 11,0% pour la dette intérieure à fin mars 2023 ;
- Le coût moyen pondéré de la dette est stable en glissement trimestriel et se situe à 2,3% taux identique à celui à fin mars 2023, soit 2,1% en dette extérieure, et 3,0% en dette intérieure ;
- La durée moyenne de refinancement du portefeuille enregistre une légère baisse de 1,4% en glissement trimestriel et est estimée à 8,1 années, soit 9,3 années pour la dette extérieure contre 9,4 années à fin mars 2023 et 4,8 années pour la dette intérieure, contre 4,7 années le trimestre précédent ;
- Le poids de la dette, dont les termes sont à refixer l'année prochaine se chiffre à 26,0% (contre 26,4% le trimestre précédent), soit 28,0% pour la dette extérieure, contre 28,3% à fin mars 2023 et 20,7% pour la dette intérieure, contre 21,4% au 31 mars 2023 ;
- Le risque de taux d'intérêt est traduit par l'exposition d'environ 16,5% de la dette aux fluctuations de taux d'intérêt, contre 16,4% à fin mars 2023 ;
- La part de la dette libellée en devises autres que le FCFA est en baisse par rapport à celle du trimestre précédent et est estimée à 72,3% du portefeuille global, soit une exposition réelle de 44,1% du portefeuille, considérant la dette libellée en euro, évaluée à 28,2% de la dette totale, contre une exposition de 44,9% à fin mars 2023.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

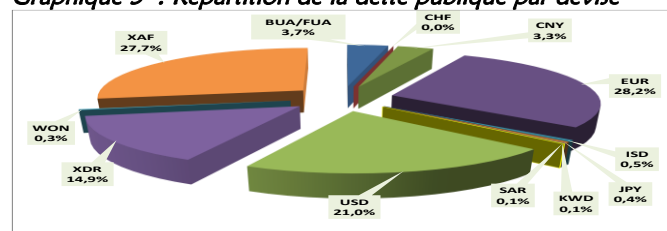
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales*
Dettes nominale en milliards de FCFA		7 974	3 049	11 023
Dettes nominale (% du PIB)		28,8	11,0	39,8
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0,6	0,3	0,9
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,1	3,0	2,3
	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9,3	4,8	8,1
Risque de refinancement	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	8,2	20,7	11,7
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,4	2,3	4,7
	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,6	4,8	6,8
Risque de taux d'intérêt	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	28,0	20,7	26,0
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	80,3	91,8	83,5
	Dettes en devises (% du total)			72,3
Risque de change	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			17,0

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 28,2%, le XAF avec 27,7%, le Dollar US pour 21,0% et le XDR (DTS) pour 14,9%.

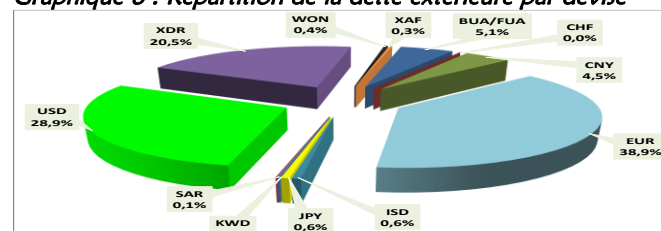
Graphique 5 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA


Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 38,9%, suivi du Dollar US avec 28,9% et le XDR (DTS) avec 20,5%.

Graphique 6 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

 COMITÉ NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique
B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29
Site internet : www.caa.cm ♦ E-mail : caa@caa.cm